



DE QUELLE INNOVATION AVONS-NOUS VRAIMENT BESOIN ?

Quentin Mortier
Etudes & Animations
Coordinateur

Analyse 2016

DOSSIER
« INNOVATION SOCIALE »

Innovation, innovation sociale et innovation sociétale. Du rôle des « parties surprenantes »

Innovation et solidarité au cœur de l'économie. Épluchons le cas de l'association Nos oignons

De quelle innovation avons-nous vraiment besoin ?

Il y a trois ans, nous nous interrogeons déjà sur l'inflation de l'utilisation du terme « innovation ». Aujourd'hui, l'usage du terme n'a pas diminué et n'a pas été clarifié¹. Le terme se retrouve dans tellement de bouches différentes qu'il n'est pas simple de cerner ce dont il s'agit exactement. Ainsi, notre gouvernement présente son imminente réforme du marché du travail vers plus de flexibilité comme une innovation sociale² et *Uber* fait de même pour promouvoir son modèle. Et s'il en allait des discours comme des vêtements : les modes passent³. Depuis pas mal de temps, nous sommes « bercés » par les termes de « croissance » et de « compétitivité ». Aujourd'hui, ces termes n'ont-ils pas été, partiellement au moins, complétés par ceux d'« innovation » et de « collaboration » ? Cette nouvelle manière de nous « raconter des histoires » est-il un mieux ? Réfléchissons-y quelque peu⁴.

Employé seul, le terme « innovation » désigne le plus souvent l'innovation technologique. Notre économie en est assoiffée. C'est l'innovation technologique qui a par exemple permis le développement de l'industrie automobile et des activités économiques qui lui sont liées. Elle est aussi, par conséquent, à l'origine des effets néfastes de cette évolution (pensons au moins aux effets de la voiture sur la santé, sur le climat, sur la mobilité elle-même). Les économistes désignent ces effets comme des « externalités négatives » à savoir un dommage causé par un acteur économique, sans compensation de sa part. Ces externalités négatives peuvent relever du domaine environnemental mais aussi social. Ainsi, longtemps minoré, le lien entre augmentation de l'innovation technologique (et donc économique) et la diminution de l'emploi apparaît aujourd'hui de plus en plus crûment. La « destruction créatrice » vue par l'économiste du XIX^e siècle Schumpeter devient de plus en plus de la « création destructrice ». Et on nous annonce même que cette évolution touchera très prochainement tous les métiers. Que personne ne se sente dès lors protégé car, selon certains, quelle que soit l'activité, elle sera un jour exécutée par un robot, un logiciel, une machine ou une imprimante 3D. La liste des métiers en voie de disparition inclut désormais les enseignants, les médecins et chirurgiens, les ouvriers, manutentionnaires et ingénieurs, les chauffeurs de taxis, de bus ou de camion, les personnes en charge de l'entretien voire même de l'aide sociale⁵. Certains se désolent de cette évolution alors que d'autres la voient comme une réelle opportunité de réinventer le travail⁶.

¹ Voir « Innovation, innovation sociale et innovation sociétale. Du rôle des parties surprenantes », *Analyse SAW-B*, 2013, disponible sur www.saw-b.be. A noter toutefois la démarche lancée par l'UNIPSO d'un cluster sur la thématique, qui réunit des chercheurs, des représentants des pouvoirs publics, des porteurs d'innovation sociale et des fédérations d'employeurs.

² Voir COPPI D., « Budget: la suédoise lance sa réforme du marché du travail », dans *Le Soir*, 9 avril 2016.

³ Voir « Les mots de l'économie sociale : usages politiques et médiatiques » et « Les mots de l'économie sociale : essai d'auto-analyse », *Analyse SAW-B*, 2015, disponible sur www.saw-b.be.

⁴ Une première version de ce texte, plus courte, est parue dans le magazine *Terre* (n° 152) consacré à la thématique de l'innovation (disponible sur www.terre.be).

⁵ VION-DURY Philippe, « 12 technologies qui vont changer le monde (et tuer des emplois) », dans *Rue 89* [en ligne : www.rue89.nouvelobs.com], publié le 23/06/2013, consulté le 27/01/2016.

⁶ Voir en particulier le passionnant entretien de Bernard Stiegler réalisé par Ariel Kyrrou, *L'emploi est mort, vive le travail !*, Mille et une nuits, 2015.

Finalement, à la lueur de ces constats, c'est la question de l'utilité pour la société ou encore de la finalité de l'économie qui doit être posée. Davantage d'innovation (technologique et économique) peut-être, mais pour que faire ? A ce sujet, une autre conception de l'innovation existe, qualifiée alors d' « innovation sociale » et parfois présentée comme le propre de l'économie sociale. Beaucoup de définitions de ce concept existent. Et derrière ces diverses définitions se trouvent aussi des pratiques différentes. Pour faire court, deux approches nous semblent coexister. La première insiste sur le fait que l'innovation sociale consiste à **répondre à des besoins non ou mal satisfaits**. Par exemple en formulant une offre complémentaire en matière de mobilité urbaine ou rurale (champs dans lequel l'action du marché et de l'Etat est insuffisante). La deuxième approche insiste quant à elle sur le fait que l'innovation sociale se caractérise surtout par **une autre manière de satisfaire des besoins sociaux**. Le mouvement pour le logiciel libre ou celui, plus récent, des makers/hakers⁷ sont deux exemples d'innovation dans la manière de produire des biens et services. Ils sont aussi intéressants en ce sens qu'ils sont à la fois source d'innovation et technologique et sociale.

L'économiste Jacques Prades propose quelques critères qu'il est important selon lui d'attacher à l'innovation sociale⁸. En nous inspirant de sa réflexion, nous pouvons dire que, plus qu'un produit, un processus, une nouvelle organisation du travail, l'innovation sociale est alors vue comme un dispositif caractérisé par :

- l'émanation d'un collectif issu de la société civile ;
- l'ancrage dans un territoire, urbain ou rural ;
- la limitation de l'empreinte écologique ;
- la mise en jeu d'une propriété collective ;
- la détermination de règles de délibération démocratiques ;
- le financement éventuellement marchand mais non dicté par la lucrativité.

Pour poursuivre dans le champs de la mobilité déjà évoqué, comment apprécier et éventuellement distinguer des initiatives aussi diverses que Uber (entreprise technologique qui développe et exploite des applications mobiles de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs réalisant des services de transport)⁹, ComOn (application de covoiturage lancée par la Wallonie en partenariat avec l'association TaxiStop), Wibee (coopérative facilitant le partage de sa voiture entre voisins) ou ZE-MO (coopérative développant un réseau de partage de voitures et vélos électriques et de bornes de rechargement de véhicules électriques), Voitures à plusieurs (association promouvant l'autostop encadré), les collectifs Vélorution (qui organisent notamment des masses critiques, manifestation en ville en nombre en vélo) ou encore le Collectif sans ticket (collectif militant revendiquant le droit au transport et la liberté de circuler librement) ? Les critères proposés plus haut nous paraissent particulièrement utiles à cette fin.

Autrement dit, la perspective la plus réjouissante de l'innovation nous semble donnée par une volonté assumée de certaines initiatives d'avoir une dimension culturelle et politique. La dimension « culturelle » est à prendre au sens de la contribution à la naissance ou l'alimentation d'un nouvel imaginaire à créer ou déjà là. La composante « politique » est à prendre ici au double sens de la création d'un lieu politique, d'un espace de délibération et de l'ambition d'influencer les politiques publiques, voire de les transformer radicalement. C'est en tout cas l'invitation qui nous est faite avec cette définition¹⁰ : « *L'innovation sociale est le nom donné à ces dispositifs qui sont mis en place par des collectifs réunis par une propriété commune dont l'objectif n'est pas la recherche infinie d'une plus-value, mais celle d'une auto-organisation de la vie sociale à partir de mille petits foyers* ». La clarification du

⁷ Tel qu'étudié par Michel Lallement qui y voit un exemple d' « utopie concrète » à savoir des « *poches alternatives où déjà fermente le nouveau monde* », caractérisé par une autre manière de travailler (basée sur l'autonomie) et de vivre ensemble (basée sur le consensus). Voir LALLEMENT M., *L'âge du faire. Hacking, travail, anarchie*, Seuil, 2015, p. 401 et sv.

⁸ PRADES Jacques, « Du concept d'innovation sociale », dans *RECMA*, n° 338, 2015, pp. 103-112.

⁹ « Et si l' « économie collaborative » n'existait pas ? », Analyse SAW-B, 2015, disponible sur www.saw-b.be.

¹⁰ PRADES Jacques, « Du concept d'innovation sociale », op. cit., p. 112.

contenu de l'innovation ainsi opérée, qui insiste sur sa double dimension culturelle et politique, à côté des habituels plans technologiques et économiques, permet de jauger les propositions contenues dans deux films documentaires récents qui ont, chacun à leur manière, rencontré un certain succès.

Demain et Merci patron ! : porteurs de quelles innovations ?

Le documentaire *Demain*, réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent, est-il encore à présenter ? Il a été vu en salles par 800.000 personnes depuis son lancement en 2015 et a reçu en 2016 le César du meilleur documentaire. Ce film répond manifestement à une attente : celle de faire rêver, celle de montrer la face positive de la pièce, celle de nourrir de l'espoir alors que les signes alarmants se multiplient et se rapprochent de plus en plus de nous. Ce film pourrait être vu comme l'illustration de cette maxime d'un poète allemand selon laquelle « là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ». Structuré en cinq chapitres, le film retrace la visite par l'équipe de réalisation d'une série d'initiatives concrètes présentées comme autant de solutions à nos maux : permaculture, énergie renouvelable, monnaie locale, démocratie participative, système éducatif individualisé, etc. Le point de vue de quelques intellectuels plus ou moins médiatiques agrémenté les observations et rencontres de terrain.

Au chapitre économie, une entreprise nous est présentée comme exemplaire. Il s'agit de l'entreprise Pocheco, située près de Lille, qui se présente comme leader en France de la production d'enveloppes. Le film s'intéresse surtout à ce que le patron de l'entreprise appelle « écolonomie », reprenant le terme alambiqué d'une ancienne ministre de l'environnement, à savoir le fait de réduire ses coûts en adoptant des pratiques écologiques (autonomie en eau, en chauffage, en énergie, recyclage, suppression des produits chimiques et polluants, etc.). Aux dires de son patron, alors que l'entreprise « *a investi dix millions d'euros ces quinze dernières années pour réduire son empreinte écologique, elle a, dans le même temps, réalisé quinze millions d'économies* »¹¹. Ce qui n'est pas traité dans le film est la question de la propriété de l'entreprise, de la démocratie interne et de l'affectation des résultats financiers, pour reprendre quelques-uns des critères proposés dans cette analyse.

Le film est accompagné d'un livre et d'un site web. Sur celui-ci, on trouve une rubrique présentant les solutions¹². Celles-ci sont classées en trois catégories : individuelles, collectives et politiques. Les deux premières catégories sont à chaque fois présentées (que faire ?), justifiées (pourquoi faire ?) et explicitées (comment faire ?). Par contre, les solutions politiques ne sont que citées, sans répondre à la question du comment les mettre en œuvre.

Et pour cause, le rapport du film à la dimension politique est son point faible. Il peut à notre avis être synthétisé dans cette interview de Rob Hopkins, fondateur du mouvement des villes en transition, interviewé dans le film et dans le livre. Celui-ci présente le rapport aux hommes politiques au moyen de l'alternative suivante : « *La première [façon] est de dépenser beaucoup de temps et d'énergie à critiquer, à faire des campagnes pour les obliger à prendre des mesures. C'est souvent très frustrant. Une seconde pourrait être de leur dire : "Écoutez, faites ce que vous voulez, sachez simplement qu'à l'extérieur de vos bureaux, de vos centres de conférences, dans le monde entier, des gens se mettent au travail et vivent comme il faudrait pour stabiliser la température à moins de 2 degrés. En faisant cela, ils se font des amis, s'amusent, créent des entreprises, mangent mieux, organisent des fêtes sympas, boivent de la meilleure bière, ont des factures d'énergie plus basses et se sentent faire partie de quelque chose d'historique. Vous pourriez y apporter votre énergie, soutenir ce processus, mais faites comme vous voudrez, car cela se produit de toute façon, avec ou sans vous. C'est une révolution*

¹¹ Extrait de <http://www.economie-lelivre.fr/>

¹² Consultez <http://www.demain-lefilm.com/les-solutions>

tranquille. Alors, si le cœur vous en dit, rejoignez-nous !" Je trouve cela plus productif que de pointer les gens du doigt en les accusant »¹³. « Faites comme vous voudrez » : la déconnexion par rapport au politique est claire pour Rob Hopkins et semble avoir déteint sur le film.

Un autre film documentaire, *Merci patron !*, fait parler de lui actuellement. Et il a plutôt suivi l'autre pente, celle de la critique politique. Le film arrive à mettre en relation d'une part un couple d'ex-travailleurs d'une usine qui fabriquait des costumes Kenzo près de Valenciennes, avant d'être délocalisée en Pologne, et d'autre part Bernard Arnault, le patron du Groupe de produits de luxe LVMH, désigné responsable de la situation des premiers, menacés de perdre leur maison pour dette impayée. Le film est en quelque sorte une personnification des affres du néolibéralisme : les victimes et les auteurs des méfaits de cette doctrine à la fois économique et politique sont les protagonistes du film. Par l'intermédiaire du réalisateur du film, le journaliste François Ruffin, une stratégie s'élabore pour « faire cracher au bassinet » le milliardaire. Selon l'une des critiques du film, « ce pastiche de thriller sur fond de lutte des classes réussit la gageure de réenchanter l'action dans une époque aquiboniste ». Il est « la preuve que l'engagement peut être payant... »¹⁴. La fin de l'histoire vous est ainsi plus ou moins dévoilée.

Qualifié dès sa sortie de « film d'action directe » par Frédéric Lordon, au sens où « de celui-ci, on sort chargé comme une centrale électrique et avec l'envie de tout renverser — puisque, pour la première fois, c'est une envie qui nous apparaît réaliste »¹⁵. Et l'auteur d'inviter à transformer la potentialité politique que recèle le film en réalité. Ce qui est bien en cours au moment de décrire cette analyse avec la prolongation de jour en jour du mouvement « Nuit debout » en France et même en Belgique, né dans la foulée de la projection du film et des manifestations contre le projet de loi réformant le Code du travail. Plus qu'un mouvement d'opposition à une loi ou de revendication sectorielle ou corporatiste, le mouvement naissant cherche plutôt, au stade embryonnaire où il se trouve, à proposer de nouvelles formes de l'activité politique et économique et des liens entre elles. Ce qui se discute dans ces assemblées « instituant » à même les places de différentes villes, c'est une extension de la démocratie. Dans la « cité » mais aussi dans les entreprises, comme y appelait le contre-exemple mis en lumière par le documentaire *Merci patron !* Parmi les propositions entendues au sein de assemblées, celle d'une nouvelle Constitution. Lordon précise à ce sujet : « ce qu'il appartient à la Constitution d'une république sociale de prononcer, c'est l'abolition de la propriété lucrative — non pas bien sûr par la collectivisation étatiste [...], mais par l'affirmation locale de la propriété d'usage, à l'image de tout le mouvement des sociétés coopératives et participatives (SCOP), des entreprises autogérées d'Espagne ou d'Argentine, etc. : les moyens de production n'appartiennent qu'à ceux qui s'en servent. Qu'elle s'adonne à l'activité particulière de fournir des biens et services n'empêche pas une collectivité productrice de recevoir, précisément en tant qu'elle est une collectivité, le caractère d'une communauté politique — et d'être autogouvernée en conséquence : démocratiquement »¹⁶. Le projet politique est cette fois-ci clairement assumé et plutôt renversant.

Les deux documentaires nous paraissent également intéressants en ce qu'ils combinent de manières différentes les dimensions culturelle et politique du changement social et des innovations qui peuvent être observées dans nos sociétés. Ajoutons qu'en ces temps de crises, toutes les innovations nous paraissent également promues. Alors qu'il conviendrait

¹³ « Rencontre avec Rob Hopkins », dans DION Cyril, *Demain. Un nouveau monde en marche*, Actes Sud, 2015, p. 342. Pour une critique de la dépolitisation des initiatives de Transition, lire CLOTUCHE J. et BOUCHAT E., « Transition : je t'aime moi non plus ! », dans *Politique. Revue des débats*, novembre-décembre 2015, n° 92, p. 33.

¹⁴ Extrait de <http://www.telerama.fr/cinema/films/merci-patron,506250.php>

¹⁵ LORDON F., « Un film d'action directe », dans *Le Monde diplomatique*, février 2016.

¹⁶ LORDON F., « Pour la république sociale », dans *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

de clarifier celles qui reviennent à seulement changer le capitalisme de celles qui contribuent à le rendre caduc et à le dépasser. N'est-ce pas de ces dernières dont nous avons vraiment besoin ? Il s'agit là d'une opération indispensable pour éviter que nos luttes (notamment celles menées par l'économie sociale) ne deviennent dérisoires, au sens où elles risquent toujours de réactiver le capitalisme (qui se nourrit en partie de cette capacité d'innovation individuelle et collective) plutôt que de le remplacer¹⁷.

Ce que nous montrent aussi ces deux documents, c'est que l'adhésion qu'ils suscitent est d'importance variable. Le premier nous paraît élargir le cercle des personnes touchées, en ne se limitant pas aux seuls « militants ». Le deuxième, bien que s'attaquant à la condition salariale qui affecte la majorité d'entre nous, brasse à première vue moins largement. Toutefois le mouvement né de ce documentaire cherche précisément pour le moment à faire converger les publics et les luttes diverses vers la constitution d'un commun à proposer ensemble. Les deux films possèdent finalement des atouts qu'il s'agirait de combiner : à la fois élargir le mouvement et approfondir la critique qu'il porte.

Pour citer cette analyse : Quentin MORTIER, « De quelle innovation avons-nous vraiment besoin ? », Analyse, SAW-B [en ligne : www.saw-b.be], 2016.

Mots-clés : innovation technologique, sociale, culturelle et politique – capitalisme et néolibéralisme

¹⁷ Voir à ce sujet : DE LEENER Philippe, TOTTE Marc et MORTIER Quentin, « Pour que nos alternatives et nos luttes ne soient plus les « compagnons » du capitalisme », dans *Et qu'est-ce que ça change ? Récits de l'économie sociale*, Etude SAW-B, 2014, pp. 102 et sv. Profitons aussi de l'occasion qui nous est ici donnée de vous informer que notre fédération s'est mise en quête d'une part de collectifs qui organisent une résistance ou riposte au néolibéralisme (voir l'appel à manifestation d'intérêt : <http://www.saw-b.be/spip/Les-associations-font-elles-de-la>) et d'autre part de collectifs qui incarnent cette innovation « culturelle et politique » (qui fera l'objet d'un prochain dossier du magazine C4). Si vous vous y reconnaissez ou connaissez des porteurs de telles innovations, faites-nous en part.

LES ANALYSES DE SAW-B



Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.

Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses. Contactez-nous : info@saw-b.be



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Nous cherchons à faire mouvement pour l'alternative économique et sociale.

Nos actions : défendre et représenter l'économie sociale ; soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale ; susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des entreprises d'économie sociale et avec les citoyens investis dans des initiatives solidaires.

SAW-B est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.

